

Règlement des cimetières de la Commune de Laissac-Sévérac l'Église

Arrêté n° 2023-AR-145

SOMMAIRE

Dispositions générales

1^{ère} partie : Conditions générales d'inhumation

2^{ème} partie : Organisation et fonctionnement du cimetière

Dispositions applicables aux inhumations

1^{ère} partie : Dispositions générales

2^{ème} partie : Dispositions applicables à l'inhumation en terrain commun

3^{ème} partie : Dispositions applicables à l'inhumation en concession

4^{ème} partie : Dispositions applicables à l'inhumation des urnes cinéraires

5^{ème} partie : Renouvellement, conversion et rétrocession des concessions

Dispositions applicables aux caveaux et monuments sur les concessions

Dispositions applicables aux caveaux provisoires

Dispositions applicables aux exhumations

Dispositions applicables à l'espace cinéraire

1^{ère} partie : Le jardin du souvenir

2^{ème} partie : Les columbariums

Dispositions applicables à la police des cimetières

Dispositions relatives à l'exécution du règlement du cimetière

Le Maire de la commune de Laissac-Sévérac l'Eglise,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2213-7 et suivants, L. 2223-1 et suivants et R. 2223-1 et suivants,

Vu le Code civil et notamment ses articles 78 à 92,

Vu le Code pénal et notamment ses articles 225-17 à 225-18-1 et R. 610-5,

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment son article L511-4-1,

Vu la délibération du conseil municipal fixant les tarifs et durées des concessions,

Considérant qu'il est nécessaire de prendre les mesures générales de police destinées à assurer la sécurité, la salubrité, la décence et la tranquillité publiques dans l'enceinte des cimetières de la commune de Laissac-Sévérac l'Eglise ainsi que le respect des conditions dans lesquelles sont attribuées les concessions et les travaux effectués par les opérateurs funéraires,

Arrête, ainsi qu'il suit, le règlement des cimetières de la ville de Laissac-Sévérac l'Eglise.

Ce règlement s'applique aux concessionnaires et à leurs ayants droit, aux entreprises de pompes funèbres et, de manière générale, à tous les visiteurs et usagers des cimetières de la commune. Il vise à définir les modalités d'information des familles et les obligations particulières qui s'imposent à chacun des intervenants.

Dispositions générales

1^{ère} partie : Conditions générales d'inhumation

► Article 1^o / Désignation des cimetières

Les cimetières suivants sont affectés aux inhumations des personnes :

- Cimetière de Laissac – Place du Foirail – 12310 LAISSAC-SEVERAC L'EGLISE
- Cimetière de Sévérac l'Eglise – Avenue de la Plaine – 12310 LAISSAC-SEVERAC L'EGLISE

► Article 2^o / Affectation des terrains

Deux types de terrains sont affectés à l'inhumation d'un cercueil ou d'une urne cinéraire :

- × Les terrains communs destinés à l'inhumation, de manière individuelle, des personnes qui ne possèdent pas de concession ; leur mise à disposition est effectuée gratuitement par la commune pour une durée de 5 ans non renouvelable ;
- × Les terrains concédés pour une sépulture particulière moyennant le paiement d'une redevance ;

L'inhumation a lieu en pleine terre ou en caveau.

L'inhumation d'animaux de compagnie dans le cimetière est interdite y compris ceux ayant été incinérés et dont les maîtres souhaitent que leurs cendres soient introduites dans un cercueil.

► Article 3^o / Destination des cendres / de l'urne cinéraire

Hormis les cas de dispersion des cendres dans le jardin du souvenir ou autres lieux dûment autorisés, l'urne peut être inhumée soit :

- × Dans les columbariums édifiés à l'intention des familles ;
- × Dans un caveau ;

× Scellée sur une concession funéraire ;

L'urne comporte une plaque gravée en matériau imputrescible sur laquelle sont apposés le nom patronymique, le nom marital, le prénom ainsi que les dates de naissance et de décès de l'intéressé.

Aucune inhumation n'est acceptée sans la présentation préalable du certificat de crémation précisant l'identité du défunt.

► Article 4°/ Droit à l'inhumation

L'inhumation dans les cimetières communaux est due :

- × Aux personnes décédées sur le territoire de la commune quel que soit leur domicile ;
- × Aux personnes domiciliées sur le territoire de la commune quel que soit le lieu où elles sont décédées ;
- × Aux personnes ayant une sépulture de famille quels que soient leur domicile et le lieu de leur décès ;
- × Aux Français établis hors de France, n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci ;

Le maire se réserve la possibilité de faire droit aux demandes d'inhumation de personnes extérieures à la commune et qui n'entrent dans aucune des catégories précitées, sous réserve notamment des capacités d'accueil des cimetières communaux.

► Article 5°/ Délai d'inhumation

L'inhumation en terrain commun ou en concessions et le dépôt en caveau provisoire ont lieu :

- × 24 heures au moins et 6 jours au plus après la survenance du décès en France métropolitaine ;
- × 6 jours au plus après l'entrée du corps en France lorsque le décès se produit à l'étranger ou dans une collectivité d'outre-mer ;

2^{ème} partie : Organisation générale des cimetières

► Article 6°/ Intervenants dans les cimetières

Seul le personnel communal habilité, et les entreprises dûment autorisées par la commune, ou titulaires de l'agrément préfectoral sont susceptibles d'intervenir dans les cimetières.

Toute opération funéraire est subordonnée à une autorisation délivrée par le maire après vérification des droits du demandeur ou du défunt.

► Article 7°/ Horaires d'ouverture du cimetière

Les heures d'ouverture au public du cimetière sont :

- × De 8h à 17h, de novembre à mars
- × De 8h à 18h, d'avril à octobre

Afin d'effectuer des opérations funéraires spécifiques, la commune peut être amenée à fermer l'accès au public de tout ou partie des cimetières, sans préavis.

► Article 8°/ Aménagement et localisation des sépultures

La sépulture reçoit un numéro d'identification par rapport à sa localisation dans les cimetières. Ce numéro sera apposé sur les constructions par les services techniques de la commune.

Les emplacements en terrain concédé ou en terrain commun sont attribués par le maire, au fur et à mesure des demandes, sur les secteurs pré-identifiés par la commune. Dans le cimetière de Laissac, les secteurs « tombes » et « caveaux » sont différenciés pour l'attribution des emplacements.

La numérotation des emplacements est définie par une nomenclature dédiée dans chaque cimetière.

Quelque-soit le type de concession, et au plus tard dès la première inhumation, celle-ci devra être à minima délimitée par une bordure fixe, qui devra rester visible en permanence, afin de pouvoir clairement identifier l'emplacement concédé.

► Article 9°/ Plan des cimetières

Un plan général d'aménagement des cimetières est déposé en mairie. Il mentionne les numéros des tombes en terrain commun et en terrain concédé, la localisation des sépultures et le numéro du plan.

La commune détient les informations relatives à chaque inhumation : les noms, prénoms, date et lieu du décès, la date d'inhumation, l'emplacement, le type de concession et sa durée.

► Article 10°/ Dimensions des emplacements

× Emplacements :

La commune définit les dimensions des concessions, en fonction du cimetière, du secteur, et du choix caveau / tombe.

× Intertombes et entretombes :

Les concessions sont distantes les unes des autres de 30 à 40 centimètres sur les côtés (intertombes) et de 30 à 50 centimètres à la tête et au pied (entretombes). La commune définit les dimensions précises pour chaque emplacement.

Les espaces intertombes et entretombes font partie du domaine public. Ils sont matérialisés par la pose d'une semelle non glissante en cas de pluie. Une telle opération nécessite une autorisation.

Pour des raisons de sécurité, l'ensemble du bâti (pierre sépulcrale comprise), ne pourra pas dépasser 2,20 m de hauteur, par rapport au niveau du sol.

► Article 11°/ Ornement des tombes, décoration florale et végétale

Les familles ont la possibilité d'installer sur l'emplacement attribué une pierre sépulcrale sur laquelle elles placent des ornements funéraires mobiles (plaques, vases, jardinières, etc.). Ceux-ci ne doivent pas faire saillie sur le domaine public.

Les plantations de fleurs / d'arbustes sont effectuées dans la limite du terrain concédé et ne peuvent empiéter sur les concessions voisines. Lorsque tel n'est pas le cas, le maire prescrit leur arrachement, élagage ou abattage. Faute pour le concessionnaire ou ses ayants droit de s'exécuter, le maire dresse un procès-verbal de la contravention qu'il transmet ensuite aux autorités compétentes.

Il est interdit de déposer des vases, jardinières ou tout autre élément devant la concession. Ces

éléments peuvent être enlevés sans préavis par la commune en cas de gêne (entretien, passage des convois ou des personnes, ...).

En l'absence de place suffisante sur la concession, et suite à une inhumation récente (moins de 15 jours), la présence de fleurs, couronnes, est tolérée à l'avant de la concession. Ces objets ne devront gêner le passage et constituer un obstacle pour les visiteurs. Ces objets doivent être retirés de l'espace public dans les 15 jours après l'inhumation. A défaut, les agents municipaux seront chargés d'enlever et détruire ces objets sans préavis.

► Article 12°/ Comportements des personnes dans le cimetière

Les personnes admises dans les cimetières ainsi que les opérateurs funéraires se comportent avec décence et respect.

L'entrée des cimetières est interdite aux personnes ivres, aux mendiants, marchands ambulants, aux enfants non accompagnés, aux individus qui ne sont pas convenablement vêtus, aux personnes accompagnées par des chiens ou autres animaux domestiques même tenus en laisse, à l'exception des chiens accompagnant les personnes malvoyantes.

Les chants (sauf psaumes à l'occasion d'une inhumation), cris, disputes, téléphones mobiles, conversations bruyantes, les ballons, patins, planches à roulettes, trottinettes, vélos, ou tout véhicule motorisé et non-dument autorisés par la municipalité, sont interdits dans l'enceinte des cimetières.

Il est interdit :

- × D'apposer des affiches ou tout autre signe d'annonces sur les murs extérieurs et intérieurs des cimetières ainsi qu'à l'intérieur de l'enceinte des cimetières, sauf le Souvenir français à la Toussaint ;
- × D'escalader les murs de clôture, les grilles, les entourages de sépulture, de monter sur les monuments et pierres tombales, d'endommager de quelque façon que ce soit les sépultures, de couper ou d'arracher des fleurs, des plantes sur les tombes d'autrui, de toucher, enlever ou déplacer les objets déposés sur les sépultures d'autrui ;
- × De jouer, manger, boire ou fumer dans l'enceinte ou aux abords des cimetières ;
- × De déposer les ordures et déchets dans les parties des cimetières autres que celles réservées à cet usage ;
- × De tenir dans les cimetières des réunions autres que celles consacrées exclusivement au culte et à la mémoire des morts ;
- × De faire aux visiteurs ou aux personnes qui suivent les convois des offres de service (démarchage et publicité) ou de stationner dans ce but soit aux portes des cimetières soit aux abords des sépultures ou dans les allées ;
- × De photographier ou de filmer dans l'enceinte des cimetières sans autorisation du maire. Les familles ou leurs ayants droit qui désirent reproduire l'aspect des monuments qu'ils possèdent sont munis d'une autorisation ; la demande est adressée directement au service « État civil et Population » de la mairie ;
- × De déposer, dans les chemins et allées ainsi que dans les passages entre les tombes ou en tout autre endroit, des débris de fleurs, plantes, arbustes, signes funéraires, couronnes détériorées ou tous objets retirés des tombes. Ces débris sont déposés aux emplacements aménagés à cet effet.

► Article 13°/ Circulation des véhicules

La circulation de tout véhicule (automobile, scooter, bicyclettes, trottinettes, etc.) est prohibée à l'exception :

- × Des véhicules des entreprises funéraires qui servent au transport des outils, des matériaux et des objets destinés aux sépultures ;
- × Des véhicules des pompes funèbres qui servent au transport des corps de personnes décédées ;
- × Des véhicules des services techniques municipaux ;
- × Des véhicules des particuliers qui possèdent une autorisation spéciale (carte d'invalidité, etc.) ;

Les véhicules autorisés à pénétrer dans le cimetière circulent à vitesse réduite et ne dépassent pas 10 km/h. Ils ne stationnent pas dans les chemins sauf en cas de nécessité absolue. Ils se rangent et s'arrêtent pour laisser passer les convois qui restent prioritaires.

► Article 14°/ Responsabilité de l'administration communale

Afin d'assurer la sécurité des sépultures et des usagers, le cimetière est fermé en dehors des heures d'accès au public.

En aucun cas, la commune ne peut être tenue pour responsable des vols, destructions et autres actes de vandalisme commis par des tiers au préjudice des concessionnaires.

Dispositions applicables aux inhumations

1^{ère} partie : Dispositions générales

► Article 15°/ Opérations préalables aux inhumations

Les corps des personnes décédées sont déposés dans un cercueil parfaitement clos.

Chaque cercueil est marqué au moyen d'une plaque d'identification vissée sur le couvercle du cercueil. Cette plaque -fournie par le prestataire des pompes funèbres- porte à minima le nom et le prénom du défunt et les années de naissance et de décès du défunt.

La surveillance et la direction des convois sont confiées aux prestataires des pompes funèbres qui sont responsables de l'ordre sur leur parcours. Ils veillent à ce que soient observés la décence et le respect dus à la mémoire des morts.

Les heures d'arrivée des convois sont fixées par la famille en accord avec les prestataires des pompes funèbres et la mairie au cours des horaires d'ouverture des cimetières. Aucune opération funéraire ne peut avoir lieu avant le lever du soleil ou après le coucher du soleil.

L'entreprise de Pompes Funèbres est responsable de l'utilisation de tous les matériels qu'elle introduit dans les cimetières, et en assure la sécurité. Elle doit notamment veiller à ce que ceux-ci ne deviennent pas des obstacles dangereux pour les visiteurs et les autres concessions.

► Article 16°/ L'autorisation administrative

L'entreprise prend les précautions nécessaires à la sécurité des usagers, lors des ouvertures de caveaux, creusements, constructions et inhumations. L'entreprise est responsable de la sécurité autour de l'emplacement pendant toute la durée des travaux, et prend toutes les mesures nécessaires pour sécuriser les lieux.

Il échoit à cette même entreprise d'une part, dans les quatre heures suivant l'inhumation ou l'exhumation, de sceller de façon parfaitement étanche et durable les monuments et d'autre part, dans les quatre heures, de finaliser le comblement des fosses en pleine terre, par au

minimum une hauteur de 1m de terre foulée. Il lui incombe toutefois de recouvrir de terre le cercueil tout de suite après l'inhumation.

L'inhumation d'une urne cinéraire s'effectue au pied du cercueil ou sur celui-ci. Mais elle ne peut être installée dans le cercueil du défunt.

► Article 17°/ Déroulement de l'inhumation

Les opérations funéraires ne peuvent être réalisées que par des entreprises habilitées par la Préfecture, et dument autorisées par la commune.

Le Maire, ou ses adjoints, peuvent contrôler l'ensemble des opérations, et notamment :

L'habilitation funéraire de l'entreprise de pompes funèbres,

La présence d'une autorisation d'inhumer,

La présence des informations obligatoires sur la plaque du cercueil,

Le bon état des scellés apposés sur le cercueil,

La descente du cercueil,

La fermeture hermétique de la tombe,

Toute opération d'exhumation, ...

En cas d'impossibilité de procéder à l'inhumation dans la fosse ou le caveau prévu à cet effet, le cercueil peut être déposé temporairement dans le caveau provisoire du cimetière après autorisation donnée par le maire.

► Article 18°/ Inscription sur les tombes

Aucune inscription autre que les noms, prénoms, titres, qualités, dates, lieu de naissance ou de décès des personnes inhumées dans la concession, ou encore épitaphe à caractère religieux ou philosophique, ne peut être placée sur un monument funéraire sans avoir été autorisée par le maire.

Une telle demande -formulée par le concessionnaire- est déposée au service « État civil et Population » de la Mairie.

L'inscription des noms, et prénoms de personnes non inhumées dans la concession est possible en les faisant précéder de la formule « en la mémoire de ... » ou « en souvenir de ... ».

2^{ème} partie : Dispositions applicables à l'inhumation en terrain commun

► Article 19°/ Mise à disposition gratuite

Les terrains communs réservés par la commune pour les inhumations sont mis à disposition à titre gratuit pour une durée de 5 ans non reconductible.

Les personnes décédées dans la commune -dès lors qu'elles sont dépourvues de ressources suffisantes ou dont la famille ne s'est pas manifestée au moment du décès- sont inhumées, avec le respect dû aux morts, dans le cimetière aux frais de la commune. La commune organise entièrement cette inhumation, et aucune personne tierce ne peut intervenir dans cette organisation.

La commune peut se retourner contre les ayants droit afin de recouvrer les frais engagés consécutifs à la prise en charge des obsèques ou se rembourser, quand cela est possible, sur le patrimoine du défunt.

► Article 20°/ Attribution des emplacements et inhumations

Les inhumations ont lieu dans une fosse séparée, soit dans un emplacement nouvellement ouvert à l'exploitation, soit dans une fosse précédemment exploitée et de laquelle a été exhumé le corps qu'elle contenait.

Chaque fosse ne reçoit qu'un seul cercueil dans lequel il n'est admis qu'un seul corps ou urne cinéraire. Toutefois, est autorisée la mise en bière dans un même cercueil des corps :

- × De plusieurs enfants mort-nés de la même mère ;
- × D'un ou plusieurs enfants mort-nés et de leur mère également décédée ;

Le maire ou son représentant assiste à l'inhumation.

► Article 21°/ Signes funéraires

Tout particulier peut, sans autorisation, faire placer sur la fosse d'un parent une pierre sépulcrale ou autre signe indicatif de sépulture (article L. 2223-12 CGCT) ; Ces éléments n'excédant pas les dimensions de l'emplacement.

► Article 22°/ Reprise des sépultures en terrain commun

Les emplacements en terrain commun sont repris par la commune à l'issue de la cinquième année écoulée depuis l'inhumation. À l'expiration de ce délai dit « de rotation », le conseil municipal ordonne la reprise d'une ou plusieurs parcelles du terrain commun.

À la demande du maire, les familles ôtent les monuments / objets funéraires érigés et disposés sur la sépulture en terrain commun. À défaut, les agents techniques municipaux procèdent d'office à leur démontage et enlèvement. Les éléments funéraires non réclamés deviennent la propriété de la commune qui décide librement de leur utilisation.

► Article 23°/ Le sort des restes mortels

Une fois les conditions de reprise réunies, il est procédé à l'exhumation des corps, soit fosse par fosse au fur et à mesure des besoins, soit de façon collective par section ou rangée d'inhumation.

Les restes mortels sont réunis avec soin dans un reliquaire pour être aussitôt réinhumés dans l'ossuaire aménagé à cet effet ou -conformément à l'article L. 2223-4 CGCT, en l'absence d'opposition connue ou attestée du défunt- crématisés. Les cendres sont alors déposées dans l'ossuaire ou dispersées au jardin du souvenir. Les restes des personnes ayant manifesté leur opposition à la crémation sont distingués au sein de l'ossuaire.

Un registre mentionne l'identité des personnes inhumées dans l'ossuaire.

Les débris des cercueils sont incinérés conformément à la loi. Tout bien de valeur retrouvé est consigné sur le procès-verbal d'exhumation et déposé dans le reliquaire contenant les restes mortels.

3^{ème} partie : Dispositions applicables à l'inhumation en concession

► Article 24°/ Attribution de l'emplacement

Les concessions ne peuvent être destinées à d'autres fins que l'inhumation d'un corps, le scellement ou le dépôt d'urnes cinéraires.

Les familles mentionnées à l'article 4 du présent règlement ont droit à une concession funéraire dans les cimetières communaux.

Le maire détermine l'emplacement de la concession conformément à l'article 8 de ce règlement.

Etant donné l'organisation et les terrains disponibles dans les cimetières de la commune, les personnes ne pourront acquérir des concessions que dans le cimetière de leur commune historique (Cimetière de Laissac pour les habitants de la commune historique de Laissac / Cimetière de Sévérac l'Eglise pour les habitants de la commune historique de Sévérac l'Eglise).

► Article 25°/ Durée des concessions funéraires

Les concessions sont établies pour les durées suivantes :

× Concessions de 50 ans ;

► Article 26°/ Tarifs des concessions

L'attribution d'une concession est subordonnée au règlement préalable de son prix.

Les tarifs sont fixés par délibération municipale. Ils tiennent simultanément compte de la superficie occupée (en mètres carrés) et de la durée du contrat de concession. Ils sont tenus à la disposition du public.

Le produit de la vente des concessions est réparti, pour 1/3 au CCAS de Laissac-Sévérac l'Eglise, et 2/3 au Budget général de la Commune.

► Article 27°/ Acte de concession

L'arrêté de concession remis au concessionnaire précise les noms, prénoms et adresse de la personne à laquelle la concession est octroyée.

Il indique le numéro, la durée et le montant de la concession. Il mentionne également l'implantation de l'emplacement concédé, la surface, la nature et la catégorie de la concession. Il souligne en outre qu'il appartient au concessionnaire ou à ses ayants droit de prendre en charge les travaux de remise en état en cas de dégradation de la concession.

Le concessionnaire ou ses ayants droit avisent la mairie de tout changement de domicile.

La commune tient un registre sur lequel sont notés le numéro de la concession, sa situation dans le cimetière, sa durée, le nom du concessionnaire et la date d'attribution de la concession.

► Article 28°/ Droit à inhumation dans la concession

Les concessions accordées dans le cimetière le sont sous la forme de concessions individuelles, collectives et familiales.

Seule la personne (concessions individuelles) / seules les personnes (concessions collectives) nominativement désignée (s) dans le contrat de concession peut (vent) être inhumée (s) dans l'emplacement attribué. Dans la concession familiale, outre le concessionnaire, son époux/épouse, ses ascendants ou ses descendants, ses alliés -ainsi que toute personne à lui unie par des liens particuliers d'affection- sont susceptibles d'être inhumés.

Le concessionnaire est le seul régulateur du droit à inhumation dans la concession, ce qui exclut les ayants droit. Il peut modifier l'affectation initiale du contrat au cours de la durée de la concession ou à l'occasion de son renouvellement.

Au décès du concessionnaire -et en l'absence de dispositions testamentaires- la sépulture se trouve en état d'indivision perpétuelle entre tous les héritiers. Chaque cohéritier a le droit de

faire inhumer dans la concession son époux/épouse, et avec l'autorisation de tous les co-indivisaires, ses propres collatéraux, ses alliés ou des personnes étrangères qui possèdent un lien avec la famille.

Les intéressés produisent impérativement un titre de concession et justifient de leur qualité de concessionnaire ou d'ayant droit de ce dernier et du droit du défunt à une sépulture dans la concession.

► Article 29°/ Droits des concessionnaires

L'acte de concession n'emporte pas droit de propriété mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative. Par conséquent, le concessionnaire ne peut vendre ou rétrocéder à un tiers l'emplacement qui lui a été attribué.

Lorsqu'elle n'a pas été utilisée, la concession peut faire l'objet d'une donation ou d'un legs par testament y compris à un tiers. Dans le cas contraire, le concessionnaire ne peut la léguer qu'à un membre de sa famille par le sang.

► Article 30°/ Obligations et responsabilité du concessionnaire

Pendant toute la durée de la concession, le concessionnaire ou ses ayants droit s'engage au titre de ses obligations contractuelles à assurer le bon entretien du caveau et du monument funéraire afin que leur éventuelle détérioration ne nuise pas à la sécurité des personnes et des biens, particulièrement des sépultures environnantes.

La présence de mousses, lichens, herbes folles, objets cassés, fleurs délavées, ainsi que la constatation de la dégradation du bâti, sont les premiers signes de l'état d'abandon d'une concession, pouvant mener à terme à une reprise de la concession par la municipalité.

Le concessionnaire ou ses ayants droits sont responsables des dégâts matériels et dommages corporels provoqués par tout ou partie de caveau, monument ou ornement qu'il fait placer sur le terrain concédé. Il est également responsable des dégâts et dommages causés par les dépôts de toute nature en dehors du périmètre de sa concession. La responsabilité de la commune ne peut en aucun cas être substituée à celle du concessionnaire.

En cas de ruine imminente d'un monument funéraire, le maire -en vertu des articles L 511-1 à L. 511-3 et suivants du Code de la construction et de l'habitation- met en demeure, au besoin sous astreinte, le concessionnaire ou ses ayants droit de faire cesser la cause du danger dans le délai imparti par l'arrêté. Si les travaux de sécurisation ne sont pas effectués, passé ce délai et sans réponse et intervention des intéressés, le maire prend un nouvel arrêté municipal assorti d'un nouveau délai au terme duquel il fait procéder d'office aux réparations ou à la démolition du monument aux frais du concessionnaire ou des ayants droits défailants.

4^{ème} partie : Dispositions applicables à l'inhumation des urnes cinéraires

► Article 31°/ Dépôt et scellement

Le dépôt de l'urne dans le columbarium ou le caveau ainsi que son scellement sur la sépulture ne peut être exécuté que par l'opérateur de pompes funèbres mandaté par la famille. Celui-ci prend toutes les précautions nécessaires pour ne pas gêner les opérations funéraires futures.

Dans les deux cas, l'opération se déroule avec les mêmes formalités administratives obligatoires que celles imposées pour l'inhumation d'un cercueil. La présentation du certificat de crémation et du justificatif d'identité de la personne qui pourvoit aux funérailles sont obligatoires.

5^{ème} partie : Renouvellement, conversion et rétrocession des concessions

► Article 32°/ Renouvellement des concessions

Les contrats de concessions sont renouvelables pour une durée équivalente -à l'expiration de la période pour laquelle ils ont été conclus- au tarif en vigueur au moment du renouvellement.

À défaut de renouvellement, la commune est en mesure de reprendre l'emplacement à l'issue d'un délai de 2 ans révolus suivant la survenance de la période pour laquelle le terrain a été concédé.

Lorsque la demande de renouvellement est effectuée par la famille au-delà du délai de 2 ans révolus, et qu'une reprise de concession n'a pas eu lieu, le maire est libre de faire droit ou non à la requête. Dans l'affirmative, le renouvellement prend effet à la date d'expiration de la période précédente, au tarif en vigueur au jour de la demande de renouvellement.

Au terme de la reprise, les restes mortels que contiennent les sépultures sont recueillis dans une boîte à ossements et déposés dans l'ossuaire ou crématisés.

Les monuments et les objets funéraires non réclamés par les familles intègrent le domaine privé de la commune qui en dispose librement dans la limite du respect dû aux morts et aux sépultures. Elle a ainsi la faculté de procéder à la démolition / au déplacement des monuments. Elle a également la faculté de les entretenir à ses frais au regard de l'intérêt architectural ou de l'intérêt historique local qui s'y rattache. Elle a enfin la faculté de laisser les constructions sur les concessions et de les céder à titre gratuit ou onéreux à un nouveau concessionnaire, après avoir cependant fait disparaître toute possibilité d'identification.

Le renouvellement des concessions n'est pas accordé lorsque la sépulture est en mauvais état et, notamment, s'il apparaît que le tour des semelles est affaissé par rapport au niveau général de la division. La personne qui sollicite le renouvellement est dans cette hypothèse tenue de faire exécuter au préalable -par l'entrepreneur de son choix- les travaux de remise en état.

Le maire se réserve le droit de faire opposition au renouvellement d'une concession pour des motifs de sécurité, d'hygiène, de circulation et, plus généralement, pour tout motif visant à l'amélioration des cimetières.

► Article 33°/ Reprise des concessions en état d'abandon

Lorsqu'après une période de **trente ans** après l'achat, la concession cesse d'être entretenue et si aucune inhumation n'y a été effectuée depuis au moins **dix ans**, le maire peut constater l'état d'abandon par procès-verbal porté à la connaissance du public et des familles.

Si **un an** après cette publicité régulièrement accomplie, la concession est toujours en état d'abandon, le maire réalise un second constat et lorsque celui-ci confirme le premier, il peut saisir le conseil municipal qui est appelé à décider si la reprise doit ou non être prononcée. Dans l'affirmative, le maire prend un arrêté de clôture qui entérine la reprise effective de l'emplacement.

Les effets de la reprise en état d'abandon sont similaires à ceux de la reprise des concessions échues et non renouvelées.

La reprise des sépultures en état d'abandon des militaires et des civils « Morts pour la France » ne peut intervenir pendant une période de cinquante ans à compter de l'inhumation dès lors que la mention « Mort pour la France » figure sur l'acte de décès.

► Article 34°/ Conversion des concessions

En application de l'article L. 2223-16 CGCT, les concessions en cours de validité sont convertibles en concessions de plus longue durée autorisées par la commune, moyennant paiement du prix de la nouvelle concession. Dans ce cas, il est défalqué du prix de conversion, une somme égale au montant correspondant à la durée pendant laquelle la concession a été utilisée.

Le part du prix de la concession affectée au CCAS, restera acquise et le remboursement ne se fera que sur la quote-part attribuée à la commune.

La conversion de la concession peut être demandée aussi bien par le concessionnaire originel que par ses ayants droit, ultérieurement.

► Article 35°/ Rétrocession des concessions

Le concessionnaire peut rétrocéder à la commune sa concession non utilisée sous certaines conditions :

× La demande de rétrocession ne peut être formulée que par le seul concessionnaire. Les héritiers sont dans l'obligation de respecter les termes du contrat passé par le fondateur décédé de la sépulture ;

× La concession doit être vide de tout corps soit qu'aucune inhumation n'y ait été pratiquée soit que l'exhumation des restes ait été préalablement opérée ;

× La commune est libre d'accepter ou non la demande de rétrocession ;

X En cas d'acceptation de la commune le part du prix de la concession affectée au CCAS, restera acquise et le remboursement ne se fera que sur la quote-part attribuée à la commune, au prorata du temps passé.

Dispositions applicables aux caveaux et monuments sur les concessions

► Article 36°/ Déclaration de travaux

La construction de caveaux et de monuments funéraires fait l'objet d'une déclaration à la mairie au moins 10 jours avant la date prévue du début des travaux.

Il appartient à l'entrepreneur dûment habilité de déposer en mairie, au service « État civil et Population », un ordre d'exécution signé par le concessionnaire ou son ayant droit et portant la mention de la raison sociale ou du nom de l'entrepreneur, ainsi que la nature des travaux à exécuter.

Les travaux ne sont entrepris que lorsque l'entrepreneur est en possession de l'autorisation municipale précisant les conditions à respecter. Dans tous les cas, celui-ci se conforme aux indications qui lui sont données par les agents des services municipaux au regard du présent règlement.

Les travaux s'effectuent sous la responsabilité de l'entreprise qui prend toutes les mesures de sécurité nécessaires.

La fin des travaux est consignée sur l'autorisation de travaux pour contrôle de conformité. Un état des lieux peut être effectué par la commune avant et après travaux afin de constater que des dommages ne sont pas survenus à l'entour de la sépulture. Une surveillance des travaux en cours est également assurée par la municipalité.

Sauf en cas d'urgence, aucuns travaux de construction ou d'aménagement de sépultures, ne peut être réalisé du 20 octobre au 3 novembre de chaque année.

► Article 37°/ Obligations des entrepreneurs

Les fouilles opérées pour la construction des monuments sur les terrains concédés sont -aux soins des entrepreneurs- entourées de barrières ou protégées au moyen d'obstacles visibles et résistants afin d'écartier tout danger.

Il leur appartient d'étré sillonner les fosses qu'ils creusent de façon à contenir les terres pour stabiliser les monuments contigus et ainsi prévenir d'éventuels éboulements. Les excavations sont comblées avant la fin de chaque journée et ne restent jamais ouvertes pendant le week-end pour empêcher les chutes.

Les entrepreneurs prennent toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'accomplissement des travaux. Aucun dépôt -même momentané- de terre, de matériaux, de revêtements et autres objets n'est effectué sur les sépultures voisines.

L'acheminement et la mise en place ou la dépose des monuments ou pierres tumulaires ne peuvent être exécutés en prenant appui sur les stèles alentours ou les arbres.

Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des monuments sont interdits dans l'enceinte des cimetières. Les entrepreneurs ne sont autorisés à y faire pénétrer que des matériaux déjà travaillés et prêts à l'emploi.

Les ossements trouvés au cours des travaux sont recueillis et placés au fond des fosses ou caveau -au-dessous de la profondeur réglementaire- et recouverts de terre avant la nouvelle inhumation. En cas d'impossibilité absolue d'agir de la sorte, les restes mortels sont déposés dans l'ossuaire.

Les entrepreneurs ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit -y compris celui de faciliter la réalisation des travaux- déplacer ou retirer les signes funéraires existant aux environs des constructions sans l'accord des familles intéressées et l'autorisation du maire.

Les matériaux nécessaires pour la construction ne sont approvisionnés qu'au fur et à mesure des besoins. Les gravats sont recueillis et enlevés de la même manière pour que les chemins et le voisinage immédiat des sépultures restent libres et nets.

Les entrepreneurs recourent à des engins de travaux publics compatibles par leurs dimensions et leur puissance, avec la préservation des allées, des pelouses et des massifs.

Aucun travail de construction ou de terrassement n'a lieu dans le cimetière les dimanches et jours fériés, sauf en cas d'urgence et avec autorisation du maire. En semaine, les entrepreneurs se conforment aux heures d'ouverture et de fermeture du cimetière.

Les personnes qui œuvrent à proximité des allées empruntées par un convoi funèbre cessent aussitôt le travail et observent une attitude digne et respectueuse au moment de son passage.

Dès l'achèvement des travaux, dont le maire est avisé, les entrepreneurs s'appliquent à nettoyer les abords des ouvrages. Ils débarrassent le matériel utilisé -lequel ne peut être stocké dans l'enceinte du cimetière en vue d'un travail ultérieur- et réparent, le cas échéant, les dégâts occasionnés. À défaut, après mise en demeure, la commune procède à leur frais aux travaux de remise en état.

► Article 38°/ Responsabilité des entrepreneurs

Les entrepreneurs sont responsables de la bonne exécution des travaux, même lorsqu'ils sont confiés en sous-traitance à un tiers. De manière générale, ils sont responsables de l'ensemble des dégradations commises sur le domaine public et sur les sépultures environnantes.

► Article 39°/ Contrôle de la commune

Les agents des services municipaux surveillent les travaux de construction pour éviter que les sépultures attenantes ne soient détériorées. La commune n'encourt aucune responsabilité en ce qui concerne les dommages susceptibles d'être causés aux tiers. Ces derniers peuvent obtenir réparation conformément aux règles du droit commun.

La charge du redressement des monuments affaissés par suite du tassement du terrain ou de l'exhaussement inévitable engendré par l'édification de sépultures sur des emplacements nouvellement concédés incombe entièrement aux concessionnaires qui doivent avoir pris les dispositions indispensables pour que la stabilité du monument qu'ils ont fait poser soit suffisamment assurée.

La commune ne peut être tenue pour responsable de la présence d'eau dans les caveaux due aux nappes phréatiques ou à des infiltrations. Il appartient à l'entreprise réalisant la construction du caveau de se relier si nécessaire au drain existant dans les allées.

Dispositions applicables aux caveaux provisoires

► Article 40°/ L'autorisation de dépôt

Le caveau provisoire a vocation à recevoir temporairement -dans la limite des places disponibles- le cercueil destiné à être inhumé dans une sépulture non encore construite / achevée ou qui doit être transporté hors de la commune.

Le dépôt en caveau provisoire d'une urne cinéraire est également autorisé lorsque son inhumation est momentanément rendue impossible pour des raisons techniques, administratives ou familiales.

L'autorisation est octroyée par le maire après avoir vérifié que les formalités relatives à la déclaration de décès ont été effectuées et que l'autorisation de fermeture du cercueil a été délivrée par l'officier de l'état civil du lieu de décès au vu du certificat médical attestant du décès.

► Article 41°/ Durée du dépôt

L'autorisation précise la durée maximale du dépôt qui ne peut excéder six mois. À l'expiration de ce délai, le corps est inhumé ou fait l'objet d'une crémation.

► Article 42°/ Spécificité du cercueil

Le corps admis dans le caveau provisoire est placé dans un cercueil hermétique dès lors que la durée de séjour excède six jours. Au-delà de ce délai et en l'absence dudit cercueil, le corps est inhumé aux frais de la famille.

► Article 43°/ Droit de séjour

Tout corps déposé dans le caveau provisoire est assujéti à la perception d'un droit de séjour fixé par délibération du conseil municipal et payé trimestriellement à terme échu.

Il est tenu à la mairie au service « État civil et Population » de la commune un registre indiquant les entrées et les sorties de corps dont le dépôt a été autorisé.

Dispositions applicables aux exhumations

► Article 44°/ Exhumation

L'enlèvement du corps est assimilé à une exhumation et est donc soumis aux mêmes formalités.

► Article 45°/ Demande d'exhumation

Les exhumations sont soumises aux prescriptions des articles R. 2213-40 à R. 2213-42 du CGCT.

Aucune exhumation n'est effectuée sans autorisation du maire. La demande est formulée par le plus proche parent du défunt ou par son représentant. En cas de différend familial, l'autorisation ne peut être délivrée qu'après décision du Tribunal judiciaire.

L'exhumation des corps est demandée en vue d'un transfert dans un autre cimetière ou en vue de la réinhumation, soit dans la même concession, après exécution des travaux, soit dans une autre concession située dans le même cimetière.

La demande d'exhumation indique les nom, prénom, date et lieu de décès de la personne à exhumer, ainsi que le lieu de la réinhumation, également les nom, prénom, adresse, signature et degré de parenté du demandeur avec la personne à exhumer.

► Article 46°/ Déroulement des opérations d'exhumation

L'exhumation se déroule obligatoirement en présence du plus proche parent du défunt ou de son représentant. Si l'un ou l'autre, dûment avisé, n'est pas présent à l'heure indiquée, l'opération n'a pas lieu.

Les exhumations ont lieu du lundi au vendredi, hors jours fériés, en dehors des heures d'ouverture du cimetière au public, ou dans un secteur qui sera caché à la vue du public.

La découverte de la fosse a lieu la veille de l'exhumation.

► Article 47°/ Mesures d'hygiène

Les personnes chargées de réaliser les exhumations revêtent un costume spécial qui est ensuite désinfecté de même que leurs chaussures. Elles sont également tenues à un nettoyage antiseptique de la face et des mains.

Avant d'être manipulés et extraits des fosses, les cercueils sont arrosés avec une solution désinfectante. Il en est de même pour tous les outils ayant servi au cours de l'exhumation.

L'entreprise en charge des exhumations emporte les équipements ayant servi à l'opération. Le débris des cercueils et autres matériaux sont enlevés et incinérés par ses soins.

► Article 48°/ Ouverture du cercueil

Lorsqu'au moment de l'exhumation, le cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne peut être ouvert que s'il s'est écoulé un délai de cinq ans depuis la date du décès.

Lorsque le cercueil est trouvé détérioré, le corps est placé dans un autre cercueil ou -s'il peut être réduit- dans un reliquaire. Ce dernier est réinhumé dans la même sépulture ou transporté dans un autre cimetière, incinéré ou déposé à l'ossuaire en cas de reprise de sépulture.

Si la réinhumation s'effectue dans le même cimetière, elle a lieu immédiatement. Si la réinhumation s'effectue dans le cimetière d'une autre commune, le corps est mis dans une nouvelle bière et le transport ne peut être opéré qu'après autorisation et pose des scellés.

► Article 49°/ Redevances relatives aux opérations d'exhumation et de réinhumation

Les redevances municipales perçues pour les opérations d'exhumation et de réinhumation peuvent être fixées par délibération du conseil municipal.

Dispositions applicables à l'espace cinéraire

► Article 50 °/ Généralités

Le site cinéraire se compose d'un espace de dispersion des cendres (jardin du souvenir) et d'un espace de conservation des urnes cinéraires (columbarium).

Aucun dépôt ne peut être effectué dans l'espace de conservation susvisé sans la présentation du certificat de crémation et l'apposition sur l'urne cinéraire d'une plaque d'identification des cendres.

Les cases du columbarium sont délivrées à titre individuel, collectif et familial.

1^{ère} partie : Le jardin du souvenir

► Article 51°/ Aménagement du jardin du souvenir

Un jardin du souvenir est aménagé pour la dispersion des cendres.

Les noms et prénom des défunts dont les cendres ont été dispersées sont consignés dans un registre en Mairie, et sont consultables.

Il est formellement interdit de disperser les cendres dans un endroit autre que celui prévu à cet effet à l'intérieur du cimetière. Aucune dispersion ne peut ainsi avoir lieu au-dessus des sépultures.

► Article 52°/ Autorisation de dispersion

La dispersion des cendres dans le jardin du souvenir est effectuée après autorisation du maire sur présentation du certificat de crémation et d'un justificatif d'identité de la personne en charge de cette opération.

La dispersion est obligatoirement réalisée en présence d'un élu.

L'autorisation est consignée dans un registre spécifique.

2^{ème} partie : Le columbarium

► Article 53°/ Aménagement des columbariums

Les columbariums sont mis à la disposition des familles pour leur permettre d'y déposer les urnes cinéraires contenant les cendres du défunt.

Ouvrages publics, ils sont placés sous l'autorité et la surveillance de la commune. Ses entretiens sont effectués par les agents techniques de la commune.

Afin de faciliter la circulation des visiteurs dans la proximité immédiate des columbariums, les fleurs, couronnes et autres objets funéraires déposés par les familles / les connaissances du défunt doivent être retirés de l'espace public dans les 15 jours après l'inhumation. A défaut, les agents municipaux seront chargés d'enlever et détruire ces objets sans préavis.

► Article 54°/ Attribution de la concession des cases

Dans le cadre du plan général d'aménagement du cimetière, la commune détermine souverainement l'emplacement des cases demandées, au fur et à mesure des demandes. Le concessionnaire ne peut choisir lui-même cet emplacement.

La concession des cases n'emporte pas un droit de propriété mais simplement un droit de jouissance et d'usage en faveur du concessionnaire. Les cases ne peuvent faire l'objet d'une vente.

L'ouverture et la fermeture des cases du columbarium sont assurées par un opérateur funéraire, sous le contrôle des agents techniques de la commune. Par mesure de sécurité, les plaques sont scellées.

Il incombe aux familles de veiller à ce que le nombre, la dimension et la hauteur des urnes permettent l'inhumation, l'autorité municipale ne pouvant être tenue responsable lorsque leur dépôt est impossible en raison du non-respect de l'un des éléments susvisés.

Etant donné l'organisation et les cases disponibles dans les cimetières de la commune, les personnes ne pourront acquérir des concessions que dans le cimetière de leur commune historique (Cimetière de Laissac pour les habitants de la commune historique de Laissac / Cimetière de Sévérac l'Eglise pour les habitants de la commune historique de Sévérac l'Eglise).

► Article 55°/ Tarifs de concession des cases

L'attribution d'une case dans le columbarium est subordonnée au règlement préalable de son prix conformément aux tarifs en vigueur au jour de la signature du contrat de concession et fixés par la délibération du conseil municipal.

Les tarifs -établis selon la durée du contrat (15 ou 30 ans) sont consultables en mairie.

► Article 56°/ Personnalisation des cases

Chaque case est fermée par une porte. **Aucune gravure n'est autorisée sur ces portes.** Afin d'identifier les défunts présents dans les cases, des plaques nominatives individuelles seront apposées sur la porte de la case par les Pompes Funèbres au fur et à mesure des inhumations, et devront comporter au moins les noms et prénoms des défunts, et suivant la volonté de la famille, leurs dates de naissance et de décès. Toute autre inscription est soumise à autorisation du maire en application de l'article R. 2223-8 CGCT. En aucun cas les portes des cases ne devront être détériorées.

► Article 57°/ Renouvellement et reprise de la concession des cases

Les conditions de renouvellement et de reprise des concessions des cases du columbarium sont les mêmes que celles applicables aux concessions funéraires traditionnelles.

À l'échéance de la concession et à défaut de paiement de la redevance de renouvellement, la case concédée est reprise par la commune deux années révolues après l'expiration de la période pour laquelle elle a été concédée.

Durant ces deux années, le concessionnaire ou ses ayants droit ont la faculté d'user de leur droit à renouvellement.

Le point de départ de la nouvelle période est toujours celui du jour suivant la date d'expiration de la période précédente.

Lors de la reprise de concession, les urnes contenant les cendres sont soit : 1°/ Récupérées et déposées à l'ossuaire ; soit 2°/ Les cendres sont dispersées au jardin du souvenir.

Dispositions applicables à la police des cimetières

► Article 58°/ Pouvoirs de police du maire

Le maire assure la police des funérailles et des cimetières. En application de l'article L. 2213-9 du Code général des collectivités territoriales, une telle police porte sur :

- × Le mode de transport des personnes décédées ;
- × Le maintien de l'ordre et de la décence dans les cimetières étant entendu que le maire ne peut établir des distinctions ou des prescriptions particulières en raison des croyances ou du culte du défunt ou des circonstances qui ont accompagné sa mort ;
- × Les inhumations et les exhumations ;

Le maire pourvoit d'urgence à ce que toute personne décédée sur la commune soit ensevelie et inhumée décentement. Lorsque la personne décédée est dépourvue de ressources suffisantes ou lorsqu'elle n'a ni parent ni ami pour régler ses funérailles, le maire assure les obsèques et l'inhumation ; à charge pour la commune de se faire rembourser de la dépense auprès des héritiers éventuels de la personne décédée. Aucune personne tierce ne peut intervenir dans cette organisation.

Les lieux de sépulture autres que les cimetières communaux sont également soumis à l'autorité, à la police et à la surveillance du maire.

Dans le cadre strict de sa mission de police et sous le contrôle éventuel du juge compétent, le maire a l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir ou faire cesser les troubles constatés relatifs à l'ordre, à la sûreté, à la sécurité, à la salubrité, à la tranquillité publique et à la décence dans les cimetières qui relèvent de son autorité.

Dispositions relatives à l'exécution du règlement du cimetière

► Article 59° / Règles de fonctionnement du service municipal des cimetières

Le service « État civil et Population » s'occupe :

- × De l'attribution des concessions funéraires et de leur renouvellement ;
- × Du suivi des tarifs délibérés par le conseil municipal ;
- × De la facturation des droits relatifs aux différentes opérations funéraires ;
- × De la tenue des archives afférentes à ces opérations ;
- × De la police générale des opérations funéraires ;
- × Du contrôle des activités administratives des cimetières ;

Le service technique de la commune est responsable de l'entretien, du matériel, et en général des travaux portant sur les terrains, les constructions non privatives des cimetières.

Les agents des services compétents de la commune veillent à l'application des lois et réglementations relatives à la police des cimetières et prennent toutes les dispositions nécessaires au bon ordre, à la propreté et à la bonne organisation des opérations effectuées à l'intérieur du cimetière.

Leur conduite personnelle et leur attitude à l'égard du public sont irréprochables. Il leur est notamment interdit, sous peine de sanctions disciplinaires et sans préjudice des poursuites de droit commun :

- × De s'immiscer directement ou indirectement dans l'entreprise, la construction ou la restauration des monuments funéraires en dehors de l'entretien des cimetières ou dans le commerce de tous les objets participant à l'entretien ou à l'ornement de la tombe ;

- × De s'approprier tout matériau ou objet provenant des concessions expirées ou non ;
- × De solliciter des familles ou des entreprises toute gratification, pourboire ou rétribution quelconque ;

Ils fournissent aux familles les renseignements que celles-ci peuvent légitimement demander.

Tout incident doit être signalé à l'administration municipale le plus rapidement possible.

► **Article 60°/ Infraction au règlement**

Toute infraction au présent règlement est constatée par les agents de la collectivité ou par le Maire, via son pouvoir de Police. Les contrevenants sont poursuivis conformément à la législation en vigueur.

► **Article 61°/ Mise à disposition du public**

Le présent règlement est consultable en Mairie (affichage légal).

Fait à Laissac-Sévérac l'Eglise, le 14 novembre 2023

David MINERVA, Maire de Laissac-Sévérac l'Eglise



Acte rendu exécutoire après publication le : 14/11/2023

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans une délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication

Accusé de réception d'un acte en préfecture

Objet de l'acte : Arrêté de règlement des cimetières de la commune de Laissac-Sévérac
l'Eglise

.....
Date de décision: 14/11/2023

Date de réception de l'accusé 14/11/2023
de réception :

.....
Numéro de l'acte : 2023AR145

Identifiant unique de l'acte : 012-200056398-20231114-2023AR145-AR

.....
Nature de l'acte : Arrêtés réglementaires

Matières de l'acte : 3 .5 .5

Domaine et patrimoine

Autres actes de gestion du domaine public

concessions cimetières, gardiennage églises

Date de la version de la 29/08/2019

classification :

.....
Nom du fichier : 20231114_144930.pdf (99_AR-012-200056398-20231114-2023AR145-AR-1-1_1.pdf)

